

« LES HOMMES VIOLENT LES FEMMES PARCE QU'ILS S'EN SENTENT LE DROIT »

Féminicides, viols, agressions quotidiennes : malgré les dénonciations et les jugements, les femmes continuent de souffrir. 85 % d'entre elles seraient aujourd'hui victimes de cyberharcèlement. Un phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur, au point de décider la journaliste Florence Hainaut à écrire un livre sur le sujet.

Un entretien avec Philippe Fiévet

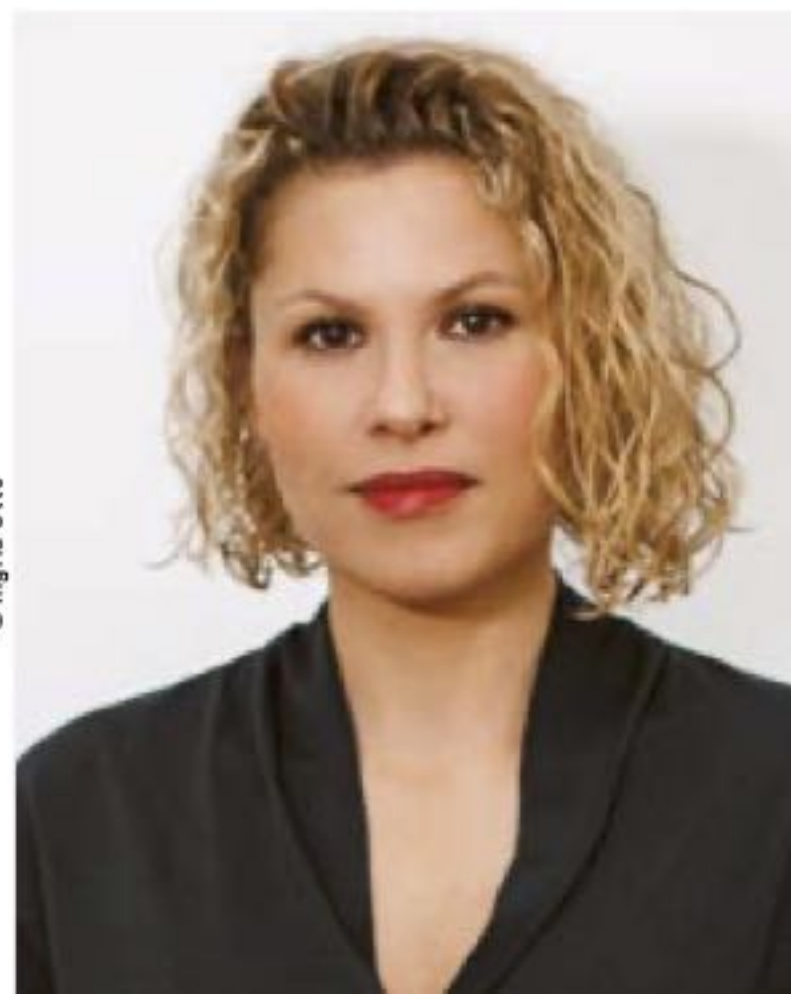
Paris Match. Quelles sont les raisons qui vous ont poussée à écrire ce livre ? À quel public le destinez-vous plus particulièrement ?

Florence Hainaut. En 2023, et malgré le fait que les cas se multiplient, le phénomène des cyberviolences misogynes n'est toujours pas vu pour ce qu'il est : une entreprise de destruction massive des femmes. La société dans son ensemble a encore trop souvent tendance à estimer qu'il s'agit de quelque chose de virtuel, le fait de quelques déséquilibrés qui ne sont le symptôme de rien d'autre que de leurs petites frustrations personnelles. Et, surtout, que la violence via internet touche tout le monde de manière indistincte. Rien n'est moins vrai. D'après les études, on estime qu'entre 80 % et 84 % des victimes de cyberviolence sont des femmes. Et qu'entre 80 % et 86 % des agresseurs sont des hommes. Cette violence a des effets extrêmement concrets, notamment sur la participation des femmes au débat public : elles rechignent à se lancer en politique, dans le journalisme ou juste à accorder une interview sur leur domaine de compétence.

Mais aussi sur leur santé mentale et physique : 88 % des victimes de cyberviolence souffrent ou ont souffert de troubles anxieux et dépressifs et 14 % ont tenté de se suicider. Il ne s'agit pas d'une somme de faits divers sans lien les uns avec les autres, mais d'une entreprise de haine qui coupe les ailes des femmes. Dans ce livre, je voulais m'adresser aux victimes, pour les aider à comprendre qu'elles ne sont en rien responsables de ce qui leur arrive, mais aussi aux proches des victimes et aux témoins, pour qu'ils et elles puissent les accompagner de manière adéquate. Et plus globalement, je m'adresse à tout le monde, parce que ce livre est un état des lieux de la haine via internet qui permet de comprendre ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux et à quel point il s'agit d'une menace globale pour la société.

NOTRE GRAND TÉMOIN

Florence Hainaut est journaliste. En écho au documentaire « #salepute » qu'elle a coréalisé en 2021 avec Myriam Leroy, elle vient de publier un livre choc aux éditions De Boeck Supérieur : « Cyberharcelée. Dix étapes pour comprendre et lutter ».



© Ingrid Otto

Malgré la médiatisation de certains faits, les femmes continuent d'être victimes de violences. L'affaire du viol à l'ULB fait frémir. Le procès de l'agresseur d'une jeune étudiante vient de se terminer.

Cette condamnation est rare à plusieurs titres. D'abord parce qu'on estime que 1 % seulement des faits de viol sont condamnés par la justice. Donc, rien que la tenue d'un procès est quasiment une anomalie du système. Ensuite, rares sont les peines pour viol qui sont aussi sévères (NDLR : douze ans de prison ici). On voit encore aujourd'hui des grands-pères ayant abusé de leurs petites-filles qui écotent d'une peine avec sursis. En janvier dernier, un homme a été condamné à 4 ans avec sursis par le tribunal de Verviers pour des viols commis sur sa fille. Il avait reconnu les faits. Je me souviens d'une affaire particulièrement atroce de viol collectif avec diffusion des images dans laquelle aucun des coupables n'a été condamné à de la prison ferme. Par contre, ils ont dû fournir un travail écrit sur l'égalité hommes-femmes. Et puis quoi encore ? Une sculpture en papier mâché en forme de clitoris pour expier leurs crimes ? La justice ne traite pas toutes

les affaires de viol de la même manière. Je serais bien en peine de savoir pourquoi cette affaire, le viol de cette étudiante de l'ULB, a été traitée avec une sévérité qui n'a pas été accordée à d'autres cas. Peut-être parce qu'elle correspond en tous points à ce que l'imaginaire collectif considère être un « vrai » viol : un inconnu, d'origine étrangère, qui agresse et viole une jeune fille blanche, la nuit. Or on sait qu'il s'agit d'un schéma plutôt rare. Dans 90 % des affaires de viol ou de tentative de viol, la victime connaît son agresseur : famille, amis, collègue, conjoint... Si je me réjouis du fait que la justice a traité ce cas avec l'attention et l'intransigeance qu'il mérite, je trouve néanmoins désolant que d'autres affaires, aussi traumatisantes pour les victimes, soient jugées avec ce qui pourrait ressembler à une certaine nonchalance.



29 novembre 2023. Tribunal correctionnel de Bruxelles. Avec beaucoup de courage et de dignité, les parents de l'étudiante violée sur le campus de l'ULB le 28 décembre 2022 assistent au prononcé du jugement de l'agresseur de leur fille. Yannick F. est condamné à 12 ans de prison et à 5 ans de mise à disposition du tribunal de l'application des peines.

Estimez-vous qu'on ne prend pas la mesure de tels drames, qui peuvent avoir de nombreuses répercussions dans la vie des victimes ?

Ce sont 80 % des victimes de viol qui souffrent de syndrome de stress post-traumatique. On observe des symptômes de ce genre chez des soldats qui reviennent de zones de guerre. Un viol peut réduire une vie en miettes. La légèreté de certaines peines prononcées à l'encontre des violeurs pourrait en effet laisser penser que la justice peine à réaliser à quel point il ne s'agit pas d'un crime comme un cambriolage ou un deal de cannabis, parfois punis plus sévèrement. Il y a quelques jours, le Tribunal fédéral suisse, la plus haute cour du pays, a confirmé une décision de la cour d'appel, à savoir que la durée de la peine infligée au violeur devait être adaptée à la durée du viol. L'agression de la victime avait duré 11 minutes et la justice suisse estimait qu'il s'agissait, je cite, d'un « viol court » et que l'auteur méritait donc une peine courte. De quel niveau de déconnexion et de mépris des femmes parle-t-on ici ?

Le campus de la Plaine de l'ULB à Ixelles et les environs de l'université restent-ils aujourd'hui encore le terrain de jeux des exhibitionnistes, agresseurs sexuels et harceleurs en tout genre ?

Ce campus est grand comme un village, donc difficile à sécuriser, et fréquenté de jour comme de nuit par des jeunes filles. Il s'agit en effet d'un endroit plutôt « pratique » pour les prédateurs.

La responsabilité de l'ULB vous paraît-elle engagée ?

Le seul coupable de ce viol, c'est le violeur. La responsabilité de l'ULB, c'est d'assurer la sécurité sur son territoire. Ce n'est pas la

« Ce livre est un état des lieux de la haine via internet qui permet de comprendre à quel point il s'agit d'une menace globale pour la société »

première agression sexuelle qui a lieu sur le campus ou aux abords des bâtiments. Il s'agit d'un lieu difficile à surveiller, parce qu'il est immense. Mais ce que soulèvent les parents de la victime, qui comptent poursuivre l'ULB, c'est que le viol de leur fille a duré un long moment, qu'elle a hurlé tout le long de l'agression et qu'aucune caméra de surveillance n'a repéré la scène, qu'aucun agent de sécurité n'est intervenu. L'ULB a annoncé,



depuis cette agression, avoir pris de nouvelles mesures. On peut donc supposer que jusque-là, tout n'avait pas été mis en œuvre.

Comment une femme victime d'un viol peut-elle parvenir à se reconstruire ? Y a-t-il des étapes à franchir, comme dans un deuil ?

Il n'existe aucune recette universelle, chacune gère comme elle peut, en fonction de ses ressources personnelles, de la manière dont elle est entourée, accompagnée, et de la réponse de la police et de la justice. Certaines femmes ne s'en remettent jamais. En février dernier, une femme belge de 50 ans a obtenu le droit d'être euthanasiée, la détresse psychologique dans laquelle elle était plongée depuis le viol qu'elle avait subi en 2016 ayant été recon- nue par un collège de médecins. L'autrice féministe Virginie Despen- tes, elle, définit le viol dont elle a été victime à 17 ans comme un événement fondateur en ce qu'il la « défigure et la constitue à la fois ». Elle s'est beaucoup exprimée sur le sujet et, dans son ouvrage « King Kong théorie », elle revendique le droit de se remettre de cette agression, de ne pas correspondre à ce que la société attend d'une victime, donc qu'elle se taise et souffre à jamais. Un facteur qui peut être déterminant dans la manière dont une victime vivra ce traumatisme est la manière dont elle sera accueillie et écoutée. La Belgique peut être fière de compter aujourd'hui dix centres de prise en charge des violences sexuelles (CPVS), répartis sur tout le territoire, qui accueillent les victimes 24 h/24, proposent une aide psychologique et travaillent avec des policiers. Les victimes qui passent par ces centres sont six à sept fois plus nombreuses à porter plainte et ont donc plus de chance d'obtenir justice.

[SUITE PAGE 12]



L'ouvrage de Florence Hainaut : 88 % des victimes de cyberviolence souffrent ou ont souffert de troubles anxieux et dépressifs et 14 % ont tenté de se suicider.



« Journaliste française, Nadia Daam (notre photo) a été victime d'un déferlement de menaces de mort et de viol suite à une chronique qu'elle a faite sur la radio Europe 1 en 2017 », explique Florence Hainaut. « Myriam Leroy et moi l'avons interviewée pour notre documentaire « #salepute ». Elle y raconte avoir perdu la joie de vivre. Elle dit textuellement : « Avant, tout me faisait rire. Aujourd'hui, tout me fait peur, ce qui est quand même radicalement différent. » C'est une phrase à laquelle beaucoup de victimes de cyberviolences peuvent s'identifier. »

À vous lire, on a l'impression que rien ne change vraiment par rapport aux harceleurs et aux abuseurs. Avez-vous été personnellement victime de tels agissements ?

Comme toutes les femmes, oui. On estime que presque 100 % des utilisatrices des transports en commun ont été confrontées à des faits de harcèlement ou d'agression sexuelle. Avant des faits d'une gravité extrême tel que le viol, il existe toute une palette de moyens de terroriser les femmes et de leur rappeler qu'elles ne sont que des femmes : petites blagues sexistes, humiliations, insultes, menaces, attouchements... Nous avons toutes intégré que la vie est potentiellement dangereuse. Et nous adaptons nos comportements en fonction. Dans l'espace public physique, que nous utilisons avec prudence, mais aussi dans l'espace public numérique, tout aussi dangereux. En effet, 85 % des femmes ont été confrontées, directement ou indirectement, à de la cyberviolence. Début de l'année est sorti un rapport qui m'a plongée dans une profonde déprime. Il s'agit d'un état des lieux du sexisme en France, publié par le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes. Neuf femmes interrogées sur dix affirment anticiper les actes et les propos sexistes des hommes et adapter leur comportement pour éviter de les subir. Elles sont 55 % à renoncer à sortir et à pratiquer des activités seules, 52 % à ne pas s'habiller comme elles le souhaiteraient, 41 % à faire également attention à ne pas parler trop fort ou hausser le ton et 40 % se censurent par crainte de la réaction des hommes. Vous en voulez encore ? Toutes tranches d'âge confondues, 16 % des hommes pensent qu'une femme agressée sexuellement peut en partie être responsable de la situation. Et ils sont 23 % à considérer qu'on « en fait trop » sur les agressions sexuelles. Je vous rappelle que ce rapport est sorti en 2023, pas en 1976. C'est effarant et cela montre à quel point nous ne sommes en fait nulle part.

Vous rapportez dans votre livre de nombreuses histoires aussi affligantes que cruelles. Quelle est celle qui a vous le plus bouleversée, qui vous hante aujourd'hui encore ?

J'illustre en effet mes propos et les chiffres disponibles avec une série d'affaires de femmes victimes de haine à grande échelle. Chaque histoire m'a marquée, mais celle de Nadia Daam est certainement celle qui me colle le plus au cœur et aux tripes. Cette

journaliste française a été victime d'un déferlement de menaces de mort et de viol suite à une chronique qu'elle a faite sur la radio Europe 1 en 2017. Myriam Leroy et moi l'avons interviewée pour notre documentaire « #salepute ». Elle y raconte avoir perdu la joie de vivre. Elle dit textuellement : « Avant, tout me faisait rire. Aujourd'hui, tout me fait peur, ce qui est quand même radicalement différent. » C'est une phrase à laquelle beaucoup de victimes de cyberviolences peuvent s'identifier. Dont moi.

Quels sont, selon vous, les facteurs imputables à ce type de comportement : une éducation hasardeuse, une virilité exacerbée et prédatrice ?

Les hommes violentent les femmes parce qu'ils s'en sentent le droit. Et parce que, regardons les choses en face, la société leur en donne le droit. Partout dans le monde les femmes sont considérées comme des objets à disposition des hommes. Les viols sont rarement punis et la parole des victimes remise en question de manière quasi systématique. Les blagues sexistes sont encore considérées comme socialement acceptables, de même que le fait de mettre une femme nue en photo pour vendre tout et n'importe quoi. Quand nous hurlons par centaines de milliers, lors de

#MeToo, que nous sommes massivement agressées, toute une série de médias trouvent normal de donner la parole à des hommes qui pensent qu'on exagère et qu'ils voudraient bien pouvoir nous importuner sans être stigmatisés. Nous hurlons que nous n'en pouvons plus et on leur tend le micro pour qu'ils puissent dire « Mais moi je veux encore et c'est mon bon droit ! » Quel délire ! Quant à la violence à l'égard

des femmes via internet, c'est une manière très efficace de les faire taire. Par peur d'être agressées, nous préférons garder notre avis, nos réflexions pour nous. Punir celles qui osent parler, c'est une manière de montrer à toutes qu'elles feraient bien de rester discrètes, de « rester à leur place ». Dans l'état des lieux du sexisme en France dont je vous parlais plus haut, un chiffre m'a aussi interpellée : 33 % des hommes estiment que le féminisme menace la place et le rôle des hommes dans la société. Donc, demander à ce que nos droits fondamentaux soient respectés est vu comme une menace. Attaquer brutalement celles qui portent une parole d'émancipation est une manière de maintenir un statu quo, une situation de domination, qui est encore aujourd'hui favorable aux hommes.

Pourquoi rien ne change-t-il, fondamentalement ? Les réseaux sociaux ne sont-ils pas devenus, dans une certaine mesure, des activateurs de harcèlement ?

Les plates-formes de réseaux sociaux n'ont aucun intérêt à ce que la haine disparaisse. C'est un excellent produit qui leur rapporte beaucoup d'argent. Les recherches que les plates-formes ont menées en interne montrent que les contenus qui engagent le plus les internautes, donc ceux sur lesquels nous passons du temps, que nous commentons, que nous partageons le plus, sont les contenus les plus clivants, ceux qui provoquent en nous de la

« La violence à l'égard des femmes via internet est une manière très efficace de les faire taire »

« Neuf femmes interrogées sur dix affirment anticiper les actes et les propos sexistes des hommes et adapter leur comportement pour éviter de les subir »

« Quand nous hurlons par centaines de milliers, lors de #MeToo, que nous sommes massivement agressées, toute une série de médias trouvent normal de donner la parole à des hommes qui pensent qu'on exagère et qu'ils voudraient bien pouvoir nous importuner sans être stigmatisés. »

colère. L'intérêt des plates-formes, c'est la rentabilité, pas votre santé mentale. Si elles notent que les internautes sont attirés par la haine et la violence, elles vont surfer sur la vague et proposer «spontanément» ce type de contenus. Il est évident que le problème de base, c'est la misogynie, le racisme, l'homophobie. Mais il ne faut pas sous-estimer le rôle des plates-formes dans la propagation de ce type de discours. Le Center for Countering Digital Hate (Centre d'analyse de la haine numérique) a récemment partagé ces chiffres alarmants. Depuis le rachat de Twitter par Elon Musk, les insultes homophobes sont en hausse de 40 %, les insultes anti-sémites de 60 %, et les propos racistes ont augmenté de 200 %. Et tout cela parce que les règles de modération ont changé. Donc oui, les plates-formes portent une immense responsabilité dans la banalisation des discours violents et discriminatoires.

Avez-vous le sentiment que la société se moque toujours des femmes en ne les protégeant pas ?

Je n'aurais pas mieux formulé la question moi-même ! Je pense que la société fait encore bien peu de cas des violences qui touchent les minorités et publics minorisés qui la constituent. Vingt pour cent des femmes belges ont été victimes de viol. Dans 98 % des cas, les violences sexuelles sont commises par des hommes. En Belgique, nous ne disposons d'aucun chiffre officiel sur l'inceste. Sur la fraude sociale, tout est documenté, mais sur les violences sexuelles subies par les enfants, rien. Il nous faut nous baser sur les études françaises. La dernière en date estime qu'un Français sur dix a été victime d'inceste, et que 80 % des victimes sont des petites filles. Et ce crime est perpétré à 96 % par des hommes. Le fait même que notre pays ne dispose d'aucune statistique officielle montre à quel point il refuse de considérer qu'il s'agit d'un enjeu majeur de santé publique.

Depuis le mouvement #MeToo, il ne se passe pas une semaine sans qu'une célébrité ne soit attaquée pour des faits sexistes. Pour vous, il n'y a jamais de fumée sans feu ou bien, à force de révélations tardives, les femmes vont-elles perdre leur crédibilité alors que beaucoup souffrent réellement ?

Les femmes n'ont absolument aucun intérêt, ni financier ni social, à dénoncer les crimes sexuels dont elles sont victimes. L'idée selon laquelle ce type de dénonciation permettrait de toucher le pacolet ou de se tricoter une chouette petite notoriété est encore très



présente, mais n'est appuyée par absolument aucun fait. Aucun. Citez-moi une seule femme qui a osé dénoncer un agresseur et qui est aujourd'hui riche, célèbre et/ou adulée. Qui est reçu en grandes pompes sur les plateaux télé pour donner sa version des faits ? Qui est défendu dans la presse par ses amis célèbres ? Les hommes puissants qui ont été accusés. Pas les victimes, qui restent d'ailleurs souvent anonymes. Quand, parfois des décennies après les faits, les victimes d'abus sexuels dans l'Église, qui sont majoritairement des hommes, sortent du silence, il ne me semble pas que leur parole est accueillie avec la même suspicion. Il n'y a pas de débat sur l'éventuel avantage qu'ils pourraient tirer de ce statut assumé de victime, ni de l'opportunité du timing de leurs déclarations. On sait, on sent qu'ils osent prendre la parole parce que la société est enfin prête à les écouter. C'est intéressant de voir que dans les affaires où ce sont les femmes qui parlent, elles ne bénéficient pas de la même empathie et sont souvent suspectées d'être menteuses ou vénales. Ce qui est somme toute un vieux cliché misogyne. Selon l'étude la plus vaste et la plus sérieuse menée sur le sujet, le taux de fausses accusations de viol est de 3 %. Parmi ces fausses accusations, il y a des faits dénoncés comme viols mais qui s'avèrent être par exemple des agressions sexuelles, donc des faits réels mais dont la qualification par la police n'est pas « viol ». Et on sait qu'il faut parfois des années pour que les victimes osent parler, se sentent assez légitimes ou assez fortes pour le faire. Chaque affaire qui éclate donne le courage à d'autres de prendre la parole. Il n'y a pas d'épidémie de dénonciations, ça n'est pas une mode. Les victimes qui se manifestent peuvent le faire — et c'est entre autres grâce à #MeToo — parce qu'il existe enfin un vague espoir d'être entendues sur le sujet.

Croyez-vous sincèrement un jour à une égalité hommes/femmes, ou les premiers seront-ils toujours dominateurs à cause de la supposée loi de la nature, avec toutes les dérives que cela peut entraîner ?

Je sais que je ne verrai pas de mon vivant une société dans laquelle les femmes sont les égales des hommes. Chaque année, le Forum économique mondial de Davos publie une étude sur l'égalité hommes-femmes dans le monde. Avant la pandémie de Covid-19, il estimait qu'au rythme actuel des choses, l'égalité, sur le plan économique, politique, de la santé ou encore de l'éducation, serait atteinte en 2121. Dans la version de son étude de 2021, le Forum avance désormais cette date : 2157. Cette pandémie aura donc fait reculer de trente-six ans, soit une génération, la date fatidique à laquelle les femmes seraient théoriquement et légalement les égales des hommes. Et il y a encore des gens pour s'étonner que les femmes sont parfois un peu énervées. — Philippe Fiévet



Propos sexistes et graveleux, gestes déplacés, agressions sexuelles, viols : le numéro de « Complément d'enquête » diffusé sur France 2 a sérieusement écorné l'image de l'acteur. Celui-ci continue de clamer son innocence. Il ne se passe pas une semaine sans qu'une célébrité ne soit attaquée pour des faits sexistes.